

# « Nantes ça craint » : la fabrique d'un récit hégémonique sécuritaire et raciste

Cet article analyse l'emballage médiatique au sujet de l'insécurité à Nantes, à partir de septembre 2022, et les conséquences sociales et politiques de cette séquence. Appuyée sur une enquête ethnographique menée à Nantes et dans sa périphérie, des entretiens avec des acteurs de la séquence et l'étude du corpus médiatique de la période, cette analyse permet de mettre au jour comment se construit un récit sécuritaire aux relents racistes et d'en analyser les conséquences politiques.

Clément Barailla Introduction

Margot Medkour À partir de septembre 2022, après la diffusion d'un classement par *Le Figaro* puis *Cnews* appuyant l'annonce selon laquelle « Nantes est pire que Bogota », Nantes fait l'objet d'un emballage médiatique au sujet de l'insécurité. Les principaux médias nationaux s'emparent du sujet, relayant les faits divers de la ville, multipliant les duplex et les reportages. Le 4 octobre 2022, le ministre de l'intérieur Gérald Darmanin annonce, aux côtés de la maire Johanna Rolland, de nombreux renforts policiers. Si les événements peuvent apparaître anecdotiques, la séquence semble avoir eu des effets durables. Plusieurs indices laissent penser en effet que l'image publique de Nantes est désormais associée à l'insécurité. Alors que l'Ouest de la France est traditionnellement rétif à l'extrême-droite, on assiste à une augmentation significative des scores du Rassemblement national (RN) : entre juin 2022 et juin 2024, sur les cinq circonscriptions incluant la commune de Nantes, elle est de 9 % en moyenne.

Victoria Pressigout

Basile Rousseau

Alice Jamin

Partant, cet article se propose d'objectiver les mécanismes par lesquels s'opère la fabrique d'un récit sécuritaire hégémonique et de montrer qu'il contribue, par la racialisation des enjeux sociaux et l'ouverture de l'espace du dicible aux solutions autoritaires, à l'érosion démocratique locale. L'analyse s'appuie sur les matériaux issus d'une enquête ethnographique menée en Loire-Atlantique et sur une chronologie détaillée de la séquence médiatique et politique (voir encadré). Dans la lignée des travaux de Michel Foucault sur l'ordre du discours (1971), nous considérons les « séquences » et « récits » analysés comme le produit de luttes de pouvoir qui structurent ce qui peut être dit et pensé. Nous nous inscrivons ainsi dans une approche historique du discours politique, attentive aux conditions socio-historiques qui rendent certains énoncés dicibles ou au contraire illégitimes dans un espace socio-politique et à un moment donné. L'acceptation sociale de certains termes – et donc de certaines idées – résulte de ces rapports de force discursifs. Nous explorerons d'abord (1) la chaîne narrative sécuritaire, depuis « l'offensive médiatique » jusqu'à son appropriation par les habitants. Nous analyserons ensuite (2) les effets politiques et sociaux de ce processus, via la banalisation de l'amalgame entre insécurité et immigration et la disqualification symétrique du discours critique (antifasciste ou antiraciste).

## Méthodologie :

Notre étude porte à la fois sur les événements liés à la thématique sécuritaire qui se sont déroulés à Nantes à partir du début de l'année 2022, et sur la réception de la séquence dans la périphérie nantaise. Pour comprendre la construction de la séquence médiatique de l'automne 2022, nous avons mené des entretiens avec des journalistes issus des rédactions de *Ouest-France*, *Presse Océan*, *France 3*, *Contre-Attaque*, *Le Particulier* ; des observateurs universitaires ; des élus municipaux impliqués dans les séquences étudiées ; des commerçants et l'association Plein Centre.

Nous avons aussi collecté des commentaires sous les publications Facebook de journaux locaux (*l'Eclairer* de Châteaubriant, *Le Courrier du Pays de Retz*, *Ouest-*

France édition de Saint-Nazaire) et de groupes d'habitants de communes de ces trois territoires. En parallèle, nous avons analysé un corpus de 200 articles de presse nationale et locale parus entre le 23 septembre et le 17 octobre 2022, ainsi que des reportages et interviews télévisés de cette période.

En complément, et afin d'analyser en particulier la réception du discours sécuritaire, nous nous appuyons sur une étude ethnographique réalisée entre l'été 2024 et l'été 2025, dans trois territoires de Loire-Atlantique (le Bassin nantais, le Pays de Châteaubriant, et le sud du Pays de Retz), particulièrement concernés par le développement du vote RN (sur ces territoires, +15% en moyenne au premier tour entre 2022 et 2024). Cette enquête nous a mis en contact avec environ 200 personnes : une centaine avec lesquelles nous avons eu des conversations ordinaires dans des lieux de passage ou de sociabilité, une soixantaine avec lesquelles nous avons mené des entretiens courts semi-directifs, et une trentaine avec lesquelles nous avons eu des entretiens longs (entre 1h30 et 3h), individuels ou collectifs.

## La chaîne narrative sécuritaire : de l'offensive médiatique à l'appropriation locale

### La construction du « problème Nantes »

D'un point de vue politique, la thématique de l'insécurité à Nantes n'émerge pas en septembre 2022. Cette thématique a su s'installer à l'échelle nationale depuis plusieurs décennies et trouve dans le territoire nantais des échos locaux, régulièrement portés par des acteurs politiques qui y prêtent un intérêt et bénéficient de sa promotion. En amont de la campagne municipale de 2020, le sujet est déjà annoncé comme brûlant par la presse locale et émaille les conversations des Nantais. L'insécurité est particulièrement associée à deux phénomènes : d'une part, aux règlements de compte liés au trafic de drogue ; d'autre part, aux agressions physiques et aux vols qui se produisent la nuit dans l'hypercentre (Bouffay - Commerce) et dans un secteur proche de lieux festifs (Hangar à Bananes). Pendant cette campagne, la thématique de la sécurité des femmes dans l'espace public constitue un point d'entrée privilégié. Par ailleurs, les manifestations violentes sont identifiées comme une cause d'insécurité par l'opposition municipale de droite, qui dénonce la « zadification » de la ville. De fait, des images spectaculaires des manifestations nantaises sont fréquemment reprises par les médias nationaux, créant une association symbolique forte entre la ville et un certain désordre, préparant ainsi le terrain à un glissement vers la dénonciation d'un désordre social global. L'emballement sécuritaire de 2022 s'appuie donc sur un terreau favorable, préparé par de multiples acteurs locaux, qui ont réussi à mettre le sujet à l'agenda politique local, mais il correspond aussi, à l'évidence alors, à des préoccupations réelles et partagées par les Nantais.

Cependant, la séquence qui démarre en septembre 2022 peut être considérée comme un véritable moment de rupture en ce qu'elle constitue le point de départ d'une opération médiatique d'une ampleur nouvelle. Sa puissance réside dans l'existence d'un triple catalyseur :

- Le 23 septembre 2022, *Le Figaro* diffuse un classement des villes les plus sûres du monde : Nantes y apparaît très mal classée, ce qui agit comme un révélateur de la « crise nantaise ».

- Le classement ainsi produit est immédiatement renforcé par la surmédiatisation de trois événements. Dans la nuit du 24 septembre, en sortie de boîte de nuit, une femme de 40 ans est victime d'un viol par deux hommes de nationalité soudanaise. Puis, le 27 septembre, un policier est blessé après un refus d'obtempérer. Enfin, une fusillade se produit dans le quartier populaire des Dervallières le 28.

- Une mobilisation locale autour de problèmes d'insécurité dans le centre-ville est organisée par les associations de représentants de commerçants du centre-ville le 1er octobre 2022.

Apparaît ainsi un *problème Nantes*. Bien qu'hétérogène dans ses expressions, la médiatisation du « problème Nantes » tend à partager une même structure narrative : *l'insécurité* dans l'espace public y est associée à des hommes *immigrés*, tandis que les femmes en sont désignées

comme les premières victimes. Dans les articles de *Valeurs Actuelles*, et sur l'antenne de *Cnews*, il prend plutôt la forme suivante : *l'insécurité des femmes* dans l'espace public est due à des hommes *immigrés* impliqués dans le trafic de *drogue*, et/ou drogués, et la mairie n'agit pas car elle est soumise à *l'extrême-gauche*. Dans ce cadre, le centre-ville, lieu de consommation et de sociabilité, est décrit comme un « lieu infréquentable la nuit », rendant l'insécurité concrète, intime et personnelle : l'espace public nantais est fréquemment présenté comme dangereux, en particulier pour les femmes. La mention explicite de la nationalité soudanaise des agresseurs du Hangar à Bananes, couplée à la mobilisation discursive récurrente du thème des « trafics de stupéfiants » (y compris par la maire, Johanna Rolland) permet une racialisation implicite de la délinquance (Bonelli, 2010). L'insécurité devient un problème de frontière et d'identité (immigrés, trafic, centre-ville « moins blanc ») plutôt qu'un enjeu social et urbain (ségrégation, inégalités). L'inaction supposée de la mairie viendrait quant à elle d'un problème idéologique, qui ferait que des solutions de « bon sens » ne peuvent pas être appliquées. Les conseillers municipaux des groupes d'opposition *Mieux Vivre à Nantes et Démocrates et progressistes* en veulent notamment pour preuves le soutien à la manifestation antifasciste du 21 janvier 2022 apporté par le 5e adjoint à la mairie de Nantes (qui se rétracte rapidement), et le rejet par le conseil municipal de la proposition de vœu condamnant les violences en manifestation. Le piège se referme alors : la disqualification politique de l'exécutif municipal par l'accusation de laxisme, voire d'insensibilité, encourage les forces politiques de la majorité (et des oppositions) à valider l'existence du problème de l'insécurité alors que le récit qui tend à s'imposer est déjà déplacé par rapport aux faits divers sur lesquels il s'appuie.

Face à cela, la maire choisit un cadrage défensif qui, paradoxalement, concourt à l'emballage autour de la question sécuritaire. D'abord, par une maladresse politique, en déclarant que « jamais la police municipale [...] ne pourra empêcher un viol dans la rue ». Johanna Rolland s'inscrit alors dans l'héritage du Parti socialiste (PS) nantais, en se montrant à l'écoute des préoccupations et en faisant valoir un « droit à la tranquillité », mais elle renvoie la responsabilité du problème (notamment les moyens de police) à l'État central. Au-delà, il s'agit aussi pour Johanna Rolland d'opérer une externalisation géographique de la faute. Dans les interviews qu'elle accorde alors, elle met en avant le sujet des « trafics européens » et en appelle au ministère de l'intérieur, car « la situation dans l'Ouest du pays a changé ». Cette technique rappelle celle de Jean-Marc Ayrault, mais avec deux différences : d'abord, elle cède largement sur le diagnostic, et le lexique employé (en évoquant « la bataille de l'espace public » plutôt que le droit à la tranquillité) ; ensuite, le problème est déplacé – non pas seulement en affirmant qu'il s'agit de la responsabilité de l'État –, mais en le reliant à des phénomènes transfrontaliers, qui dépassent l'État lui-même. Implicitement, elle valide la nécessité de l'intervention musclée et crédite donc l'existence d'un problème sécuritaire.

### **Les acteurs de la mise à l'agenda de l'insécurité**

L'émergence du problème « Nantes ça craint » illustre un processus classique de mise à l'agenda d'un problème public. Cette dynamique repose sur un travail de justification visant à hisser une préoccupation locale au rang d'enjeu collectif (Neveu, 2022) : en l'occurrence, le viol d'une femme devient la preuve d'un danger généralisé pour les femmes, la peur de se déplacer en ville est présentée comme une atteinte au droit fondamental de circuler librement. On retrouve ici l'usage stratégique du scandale et de l'indignation qui, en mobilisant des ressorts émotionnels, ouvre une fenêtre d'opportunité à l'émergence d'un nouveau problème public (McCombs *et al.*, 1972 ; Kingdon, 1995 ; Garraud, 2014).

Mais l'efficacité de la séquence d'emballage ne se comprend qu'en analysant les prises de position stratégiques des acteurs, non seulement vis-à-vis du public, mais aussi *au sein* de leurs propres champs (Bourdieu, 2011). Le récit sécuritaire devient hégémonique du fait d'une impulsion médiatique nationale (*Le Figaro*, propriété du groupe Dassault ; *CNews*, du groupe Bolloré), d'une exploitation politique locale et d'une validation par des acteurs de la société civile. Dans le champ médiatique, Pascal Praud est un relais puissant : en mobilisant un capital symbolique local et médiatique, il personnifie l'offensive et cible Johanna Rolland, que sa personnalité et sa position politique, encore fragiles au niveau national, rendent vulnérable. Quant aux commentateurs critiques s'attachant à pointer des amalgames, ils se retrouvent pris au piège. En effet, en tentant de distinguer, par exemple, le « sentiment d'insécurité » de la « délinquance réelle », ils tendent à placer la question sécuritaire au cœur de l'agenda médiatique et nourrissent un « emballage médiatique », imposant l'idée qu'il y a effectivement un problème (sécuritaire) à traiter (Née, 2012). Dans le champ politique, le

récit sécuritaire médiatique offre une tribune inespérée à l'opposition nantaise qui peut ainsi bénéficier de la mise en visibilité du « chaos » nantais : passages réguliers sur *CNews*, interview sur LCI dans l'émission « Tout est Pol » pour l'élu Les Républicains (LR) Foulques Chombart de Lauwe, proposition de loi sur la sécurité des élus locaux pour la sénatrice LR Laurence Garnier. Les commerçants du centre-ville sont eux aussi des acteurs déterminants de la séquence. Détenteurs d'un capital symbolique spécifique, en tant qu'acteurs « établis » (Bonelli, 2010) de la politique touristique et culturelle de la ville, ils se mobilisent pour la sécurité et l'image du centre-ville, au nom de la liberté de circuler (pour travailler ou consommer), dans un contexte de forte concurrence des centres commerciaux périphériques.

### Les journalistes des quotidiens locaux, acteurs (malgré eux ?) de la mise sur agenda

Les journalistes des rédactions locales (*Ouest-France, Presse Océan*), qui sont pour certains correspondants pour la presse nationale, ressentent un certain malaise face au risque d'instrumentalisation, d'autant plus qu'ils ont aussi participé à cette obsession sécuritaire en relatant chaque fait divers au cours des années précédentes, fournissant la matière première indispensable à l'emballlement. Or, malgré la multiplication d'articles relativisant le problème au cœur de la séquence, certains confient leur impression « de ramer à contre-courant », avec peu de temps et de moyens pour creuser les sujets ou enquêter.

Face à l'effet de synergie lié aux prises de parole de ces différents acteurs, la majorité socialiste nantaise se retrouve piégée, contrainte de naviguer dans un agenda qu'elle ne maîtrise plus. D'après plusieurs élus de la majorité et membres du cabinet de la maire, cette période est « la pire qu'ils ont vécue ». Johanna Rolland apparaît visiblement troublée lors de ses interviews télévisées, la voix cassée, ce qui renforce l'impression générale d'une situation non maîtrisée. La résolution de la crise prend la forme d'un communiqué commun, le 4 octobre, entre le ministre de l'Intérieur Gérard Darmanin et la maire, annonçant, « pour la sécurité des Nantais », l'installation d'une nouvelle compagnie républicaine de sûreté (CRS), de nouvelles caméras, et la construction d'un centre de rétention administrative (CRA). Le Parti socialiste local accepte ainsi de lier la réponse sécuritaire à une mesure de contrôle migratoire. L'amalgame entre insécurité et immigration ouvre alors un nouvel épisode dans la séquence, avec des prises de position venant cette fois-ci de la gauche, dénonçant une annonce « raciste », faisant « le jeu de l'extrême-droite ».

## 2. Les effets politiques et sociaux de la séquence

### **Une nouvelle image de Nantes**

Cette séquence semble avoir forgée une nouvelle image de Nantes. De ville attractive et agréable à vivre, elle est devenue une ville « qui craint ». Le récit global sur la ville vacille : « depuis vingt ans, on vendait «la belle endormie réveillée» par la culture, le tram, «l'effet côte ouest»... En trois ans, tout s'est effondré » résume un journaliste local. À l'été 2023, le directeur de la communication de la ville et de la métropole est remplacé ; la majorité municipale s'efforce ensuite de redorer l'image de la ville : Johanna Rolland clame alors que « Nantes est belle, Nantes va bien ».

Il faut dire que les conséquences économiques commencent à inquiéter les décideurs locaux : à partir de 2022, Nantes se distingue en effet par un recul plus marqué des ventes de logement que les autres grandes villes. D'après une journaliste spécialisée dans l'immobilier, « dans le centre-ville, les prix se sont tassés : les gens ne veulent plus y vivre, à cause de l'insécurité grandissante – l'autre cause, ce sont les travaux et les problèmes d'accès. Les acquéreurs cherchent plutôt des biens dans les quartiers périphériques ». Cette inquiétude se retrouve également chez les commerçants du centre-ville, qui témoignent régulièrement dans la presse locale d'une dégradation du climat des affaires. Ces difficultés se traduisent dans les chiffres : le taux de vacance commerciale est passé de 3 % à 6 % entre 2021 et 2024, tandis que les réservations hôtelières accusent un recul de 2 à 5 % par rapport aux prévisions sur 10 jours selon la Confédération des acteurs du tourisme (CAT).

De manière générale, le récit médiatique et politique qui s'est déployé lors de cette séquence laisse des traces dans les représentations des habitants du département. Partout sur nos

terrains d'enquête, la représentation dominante est celle d'une « ville dangereuse », « coupe-gorge » : « j'ai souvent peur pour ma fille qui habite dans le centre », nous raconte une secrétaire médicale installée dans le Pays de Retz, au sud-ouest de Nantes. Dans le bassin nazairien, une autre femme nous indique que Nantes « a chuté dans le classement [en matière] de sécurité ». Pour beaucoup, la ville devient un endroit à éviter, au moins en soirée : « C'est trop le bordel à Nantes, je n'y vais plus depuis 10 ans alors que j'habite à 30 minutes. J'entends dire qu'on peut se faire poignarder pour une cigarette ». On nous demande même : « Vous venez de Nantes ? Et ça va ? Comment vous faites pour habiter là-bas ? Vous sortez le soir ? ».

La plupart du temps, les enquêtés n'ont pas vécu directement d'agression. Et pourtant, la description qu'ils font de la vie nantaise reprend des éléments de la rhétorique insécuritaire développée dans les médias. Ainsi, certains nous avancent : « on préfère payer plus cher pour la qualité de vie, vivre dans un endroit préservé, où il n'y a pas la même population ». D'autres analysent le problème avec moins de retenue et font valoir qu'à Nantes il y a « plus de migrants, [plus] de gens qui ne travaillent pas, [plus] de perturbateurs ». « Je reprends cette expression, mais vraiment Nantes c'est pire que Bogota » ou encore, « Nantes c'est devenu pourri, [...] c'est un choix politique ».

Bref, les personnes auprès desquelles nous avons enquêté se sont manifestement appropriées l'idée du *problème Nantes*, et même les termes qui l'ont porté. Certains évoquent explicitement la polémique de 2022, mais les récits de trajectoires personnelles qui nous ont été faits suggèrent qu'il s'est aussi nourri de témoignages de proches, plus souvent de rumeurs et récits relayés depuis plusieurs années, y compris par la presse locale. Comme dans le cas de *La Rumeur d'Orléans* (Morin, 1969), la répétition de récits non vérifiés et l'amplification de faits divers par des canaux informels et médiatiques locaux finissent par produire une vérité sociale déconnectée de la réalité statistique, ce qui ne l'empêche pas d'être politiquement redoutable.

### **Les effets politiques d'un discours racialisant**

Dans l'espace local nantais, pourtant marqué à gauche, on observe des signes forts d'un glissement des discours.

Dans la sphère médiatique, l'identité raciale est de plus en plus mise en évidence à la suite de cette séquence. Des journalistes évoquent ainsi un changement récent dans la charte déontologique de *Ouest-France* : là où la mention de la nationalité ou de l'origine des personnes mises en cause était autrefois proscrite – sauf si elle éclairait directement les faits –, elle est désormais explicitement encouragée.

Dans la sphère politique, le groupe Nemesis implanté à Nantes s'appuie sur l'effet de consensus permis par cette séquence pour redéployer la question raciale à partir de celle du harcèlement de rue (Gayet-Viaud, Dekker, 2021), ce qui lui permet de se positionner efficacement sur des attentes exprimées largement, y compris à gauche.

Néanmoins, le discours racialisant ne se cantonne pas aux groupes militants positionnés à l'extrême-droite. Lorsque, sur nos terrains d'enquête, nous disons ne pas nous sentir particulièrement en insécurité dans le centre-ville, nos interlocuteurs nous renvoient à notre naïveté, ou nous suspectent de fermer les yeux par idéologie sur la question raciale. Le consensus acquis sur le constat de l'insécurité amène avec lui cette question, via la formulation du *problème Nantes*, qui facilite le passage d'une insécurité ressentie personnellement à la perception d'une ville assiégée, confrontée à une menace croissante.

#### De la terreur sexuelle à l'attente autoritaire

Principalement associée aux femmes, la vulnérabilité dans l'espace public est sans cesse mobilisée pour convaincre de la gravité de la situation. Chez les personnes enquêtées, l'inquiétude pour les jeunes femmes est très présente dans les discours, lesquels participent de ce que Nerea Barjola (2018) définit comme la *terreur sexuelle* : une microphysique sexiste du pouvoir qui, par la mise en récit de violences contre les femmes, produit un mécanisme de contrôle social restreignant leur mobilité et légitimant, en retour, des appels à une protection virile et policière. L'attente implicite ou explicite qui s'exprime est alors celle de la présence de corps virils en armes, disciplinés. À ce titre, le dispositif scénique du direct de Jean-Marc Morandini à Nantes, le 29 septembre 2022,

est fascinant : entouré de gardes du corps aux musculatures développées, le journaliste interroge une écrasante majorité d'hommes qui parlent tous (à l'exception du 1<sup>er</sup> adjoint) des femmes dans l'espace public et de leur vulnérabilité.

À la suite de cette séquence, les actions spectaculaires de groupes d'extrême droite se sont d'ailleurs multipliées sur le territoire : à Nantes Université, des banderoles ouvertement racistes ont été déployées en décembre 2022. En mars 2023, le domicile du maire de droite de Saint-Brévin-les-Pins (44) a été incendié, parce qu'il soutenait l'installation d'un centre d'accueil pour demandeurs d'asile. Le récit qui s'est imposé dans l'espace public, en liant insécurité, immigration et laxisme des élus, leur a fourni un cadre symbolique déshumanisant leur adversaire et légitimant leur usage de la force.

Enfin, l'effet politique le plus direct de cette séquence est d'abord électoral. En Loire-Atlantique, le nombre de voix pour le RN a triplé entre les législatives de 2022 et celles de 2024. Son score régional est passé de 15 % à près de 30 % des voix. Cette progression est aussi visible dans la commune de Nantes où le RN a obtenu plus de 20 % des suffrages dans certains bureaux de vote. Le lien entre la mise en avant du thème de l'insécurité et les succès électoraux du Front national, puis du RN, a souvent été étudié, particulièrement lors de la présidentielle de 2002 (Née, 2012) : son succès dépend d'une réactivation politique et médiatique sécuritaire, comme ce fut le cas à Nantes en 2022. Les électeurs que nous avons interrogés, lorsqu'ils votent RN, mentionnent de manière presque systématique la situation nantaise : que cela ait véritablement contribué à leur choix ou non, nous faisons l'hypothèse que l'exemple médiatisé d'une ville proche supposée gangrenée par l'insécurité a nourri la dynamique électorale du parti dans la région.

Lors des élections municipales de mars 2026, le Rassemblement National s'est implanté dans les conseils municipaux de plusieurs communes, échouant toutefois à remporter la mairie de Donges. À Nantes, c'est plutôt Foulques Chombart de Lauwe qui a tiré parti de cette séquence, d'abord pour s'imposer comme candidat LR, puis en rassemblant 48% des suffrages au second tour, en réalisant de très bons scores dans les bureaux de vote qui ont largement voté pour Eric Zemmour et Marine Le Pen en 2022.

#### « Mater une ville rebelle » ?

Depuis son installation à Saint-Herblain début 2023, la compagnie de CRS 8, unité spécialisée dans le maintien de l'ordre, a été engagée dans plusieurs opérations d'envergure : surveillance et contrôles continus de points de deal, contrôles massifs en centre-ville – notamment les 21 et 22 janvier 2025, avant que ce dispositif ne soit étendu à d'autres métropoles. Ces interventions ont été critiquées par la Ligue des droits de l'Homme et le Syndicat des avocats de France pour leur caractère discriminatoire, les forces de l'ordre étant accusées de cibler généralement des personnes perçues comme étrangères afin d'alimenter les placements en CRA.

Ces pratiques accentuent le sentiment de contrôle permanent ressenti par une partie de la population. La forte visibilité policière, parfois avec des agents lourdement armés, contribue à un climat anxiogène, particulièrement lors des manifestations : « Le résultat de cette polémique, c'est qu'on a des policiers tout le temps, partout – surtout pendant les manif, avec la CRS 8. En toile de fond, ils ont réussi à mater une ville rebelle qu'ils n'avaient pas réussi à mater jusqu'ici. En 2010, Nantes était le labo des mouvements sociaux. Aujourd'hui, c'est le labo de la domestication d'une population ».

Les mécanismes de répression politique ciblent aussi les voix dissidentes, associées au désordre qu'il faut combattre. Deux procédures de dissolution ont été engagées contre des organisations de gauche du pays nantais : Nantes Révoltée (en 2022), et les Soulèvements de la Terre (2023).

## Conclusion

L'analyse de cette séquence nantaise illustre un cas emblématique d'emballement médiatique sur le sujet de l'insécurité, avec des effets à la fois économiques, sociaux et politiques. La construction de ce récit est le produit des prises de position de nombreux acteurs situés dans

des champs différents. À partir d'une combinaison de faits divers, ces acteurs sont parvenus à forger un récit contribuant non seulement à modifier les représentations sociales d'une ville auprès d'une large partie de la population, mais également à opérer un déplacement du dicible. Là où la dénonciation du racisme constituait naguère un marqueur de respectabilité républicaine, elle est manifestement devenue suspecte d'angélisme ou de naïveté. Le point d'étonnement se situe probablement moins au niveau des effets électoraux et politiques, qu'à celui de l'incapacité des forces progressistes à contester ce récit, ce qui justifie de notre point de vue le qualificatif d'hégémonique. Pour l'expliquer, nous pouvons faire plusieurs hypothèses.

D'abord, la force d'appropriation du récit tient à ce qu'il permet de raconter son vécu. En Loire-Atlantique, nombre d'habitants non militants se sont appuyés sur le *problème Nantes* pour reformuler leur expérience du déclassement ou de la marginalisation tout en préservant leur image (Goffman, 1973) : s'ils ont généralement quitté Nantes pour des raisons économiques, ils peuvent désormais faire valoir que la ville est devenue un repoussoir et donc participer par leur discours à une forme d'auto-promotion de soi. Ensuite, les principales forces de gauche à l'échelle municipale (Parti socialiste, Europe Écologie Les Verts, Nantes en commun), n'ont pas convergé sur un contre-discours après 2020, notamment en remettant frontalement en cause l'existence du problème de l'insécurité.

Mais, cette incapacité est peut-être elle-même liée au fait que la question sécuritaire peut être embrassée au travers de registres de justification qui ne sont pas forcément étrangers à la gauche. Au cours de notre étude, il est apparu que les discours sécuritaires élaborés au sujet de Nantes puisaient en effet dans trois répertoires et registres de justification distincts mais fréquemment articulés : un répertoire racial, qui traduit l'inquiétude face à un centre-ville « moins blanc » ; un répertoire républicain, qui invoque l'amour de l'ordre et de l'État comme valeurs communes ; un répertoire féministe, qui justifie les politiques sécuritaires au nom de la protection des femmes dans l'espace public. C'est peut-être parce que ces deux derniers registres peuvent aisément s'arrimer à l'histoire de la gauche et aux valeurs auxquelles cette catégorie renvoie, que le récit sécuritaire parvient aussi facilement à s'imposer dans l'espace public.

## Bibliographie

**Bakhtine M. M.**, 1979 [1952-53], « Les genres du discours », in *Esthétique de la création verbale*, Paris, Gallimard.

**Barjola N.**, 2018, *Microfísica sexista del poder: el caso Alcàsser y la construcción del terror sexual*, Barcelone, Virus Editorial.

**Bonelli L.**, 2010, *La France a peur. Une histoire sociale de « l'insécurité »*, Paris, La Découverte.

**Bourdieu P.**, 2011, « Champ du pouvoir et division du travail de domination. Texte manuscrit inédit ayant servi de support de cours au Collège de France, 1985-1986 », *Actes de la recherche en sciences sociales*, vol. 190, n° 5, p. 126-139.

**Foucault M.**, 1971, *L'ordre du discours*, Paris, Gallimard.

**Garraud P.**, 2014, « Agenda/Émergence », in **Boussaguet L., Jacquot S., Ravinet P.** (dir.) *Dictionnaire des politiques publiques : 4e édition précédée d'un nouvel avant-propos*, Paris, Presses de Sciences Po, p. 58-67.

**Gayet-Viaud C., Dekker M.**, 2021, « Le problème public du harcèlement de rue : dynamiques de publicisation et de pénalisation d'une cause féministe », *Déviance et Société*, vol. 45, n° 1, p. 7-23.

**Goffman E.**, 1973, *La mise en scène de la vie quotidienne. 1. La présentation de soi*, Paris, Éditions de Minuit.

**Kingdon J. W.**, 1984, *Agendas, Alternatives, and Public Policies*, New York, HarperCollins.

**Le Bart C.**, 2003, « L'analyse du discours politique : de la théorie des champs à la sociologie de la grandeur », *Mots. Les langages du politique*, n° 72, p. 5-10.

**McCombs M., Shaw D.**, 1972, « The agenda-setting function of mass media », *The Public Opinion Quarterly*, vol. 36, n° 2, p. 176-187.

**Morin E.**, 1969, *La Rumeur d'Orléans*, Paris, Le Seuil.

**Née E.**, 2012, *L'insécurité en campagne électorale*, Paris, Honoré Champion.